

Paix et multipolarisme: pour une nouvelle coopération internationaliste

La dissolution du bloc socialiste en Europe de l'Est et la fin conséquente de la division du monde en blocs opposés n'a pas apporté la «fin de l'histoire» tant vantée: le conflit de classe continue d'agir à plusieurs niveaux: en plus de celui des genres (encore trop souvent négligé), il évolue au sein de l'Etat national à travers la contradiction capital-travail, ainsi que sur le plan international. Et c'est ce dernier aspect qui est devenu prépondérant, dans la phase historique actuelle, et qui est axé dans le choc entre des Pays des centres impérialistes et les pays périphériques. A ce niveau, les communistes, en particulier, doivent savoir se distinguer en forme claire.

La configuration internationale connaît, en fait, un changement d'époque: la tendance à l'externalisation des processus d'accumulation du capital de l'épicentre de l'Ouest vers les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et d'autres pays émergents, ainsi que le rapprochement progressive de ces pays sur le plan géopolitique, sont des facteurs qui réduisent considérablement la capacité de coté du pôle impérialiste atlantique d'assurer sa propre position hégémonique à l'échelle mondiale.

Les réponses généralement violentes de la part des États-Unis et ses alliés de l'Union Européenne à cette tendance de transition vers la multipolarité, s'expriment à travers la guerre économique contre les BRICS (dont des sanctions commerciales contre la Russie sont un exemple clair) et la succession de guerres et d'opérations de déstabilisation contre des gouvernements souverains et progressistes à la fois au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Ces changements globaux ont pour effet d'aggraver encore la lutte de classe au sein du continent européen. Celle-ci est menée par l'appareil institutionnel spécifique de l'UE déterminé par des intérêts économiques transnationaux, ce qui exige des formes oligarchiques qui restreignent la démocratie et accroissent le contrôle social et la répression contre les classes laborieuses. Tout cela va main en main avec l'accélération du processus de concentration de la richesse vers le haut, et appauvrissement croissant vers le bas, et aggravé par la migration de caractère de masse, que les employeurs et la bourgeoisie exploitent pour leurs intérêts de classe en fomentant une «guerre parmi les pauvres» à l'interne des mêmes classes inférieures. Le capital, en s'équipant d'une coordination supranationale, a marginalisé le rôle des Etats-nations afin de soumettre à nouveau les instances de travail qui, justement dans les paramètres de l'Etat-nation, avait trouvé des conditions leur permettant de déployer un maximum de leur force. Ces mêmes instances de travail se sont pour l'instant montrées incapables de mener une lutte supranationale commune.

Face à un scénario international qui voit les conflits se multiplier, la transition pacifique vers un ordre mondial multipolaire s'avère aujourd'hui être une haute priorité pour nous autres communistes. Dans ce sens, nous considérons comme centrale la lutte contre l'OTAN, chaque pays en fonction de ses modalités: l'Italie dans le but d'en sortir, la Suisse dans le but d'interrompre sa coopération.

Face à la tragédie de l'immigration, nous considérons qu'il est approprié d'aller au-delà de la simple pitié et d'une approche banalement humanitaire et charitable, vouée à l'échec, avec laquelle une partie de la gauche occidentale aborde le phénomène, et de consolider comme alternative une analyse de classe qui reconnaît son pivot dans la pratique anti-impérialiste et dans la coopération commerciale et productive avec les pays d'origine.

En antagonisme convaincu à l'UE, nous répondons avec un rapprochement des peuples et des économies nationales sur la base des principes de la souveraineté, l'indépendance, la réciprocité, le non-alignement et de relations multilatérales entre pays souverains.

Nous donnons aussi toute son importance à un rapprochement des Partis et mouvements progressistes, sans formalisme et liturgies qui, au lieu d'unir créent encore aujourd'hui des malentendus entre les organisations qui dans leur travail au niveau national, bien que de manières différentes, partagent comme base commune le socialisme scientifique et qui pourraient former une coordination au niveau supra-national sur la base des principes surexposées.



Parti Communiste (Suisse)

Alessandro LUCCHINI

Responsable du Département Coopération Internationale

Parti Communiste Italien - PCI

Fosco GIANNINI

Responsable du Département Extérieur

